

[EN CLAIR]

L'INTERVENTION DE L'OTAN DANS LES CONFLITS AU
MOYEN-ORIENT : FOCUS SUR LE CAS DE
L'AFGHANISTAN, DE L'IRAK ET DE LA LIBYE



Par Savannah Lemoine



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

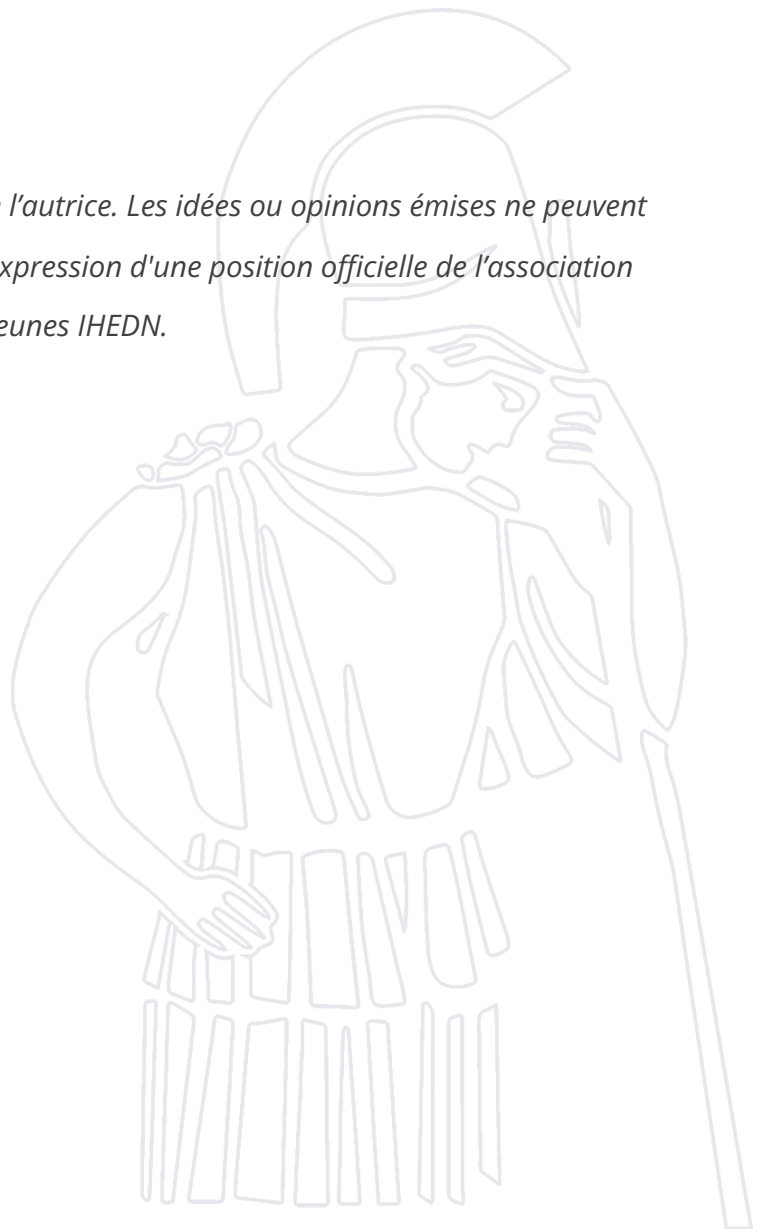
Le retrait des troupes de l'OTAN en 2021 en Afghanistan, vient clore une longue période d'intervention militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord au Moyen-Orient. Depuis le 11 septembre 2001, l'Alliance atlantique a porté une attention particulière à cette région du monde, en vue de sauvegarder la sécurité de ses membres. Ainsi, sous l'égide de l'OTAN, le Moyen-Orient va être le théâtre d'interventions combattantes et non-combattantes de grande envergure allant de plusieurs mois à plusieurs années. Les objectifs essentiels de ces interventions sont la sécurité et la stabilité de ses pays membres, les interventions répondent aux menaces qui pèsent sur la sécurité régionale et internationale, telles que le terrorisme. L'Alliance atlantique devra faire face à de nombreux défis, rendant la réussite de ses opérations particulièrement complexe. Cet article propose une première approche sur l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en Afghanistan, en Irak et en Libye.

À PROPOS DE L'AUTRICE



Savanah Lemoine est étudiante en Droit et politiques de défense et de sécurité à l'Université de Lille

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



La crise du blocus de Berlin a mis en lumière la nécessité pour les pays européens et les États-Unis de s'unir politiquement et militairement. C'est dans ce contexte qu'est créée l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), officialisée par la signature du traité de Washington le 4 avril 1949. Initialement conçue comme un rempart contre l'hégémonie soviétique, l'OTAN avait pour mission principale d'assurer la sécurité de l'Europe. Cependant, la chute de l'Union soviétique (URSS) a engendré un risque d'inertie pour l'Alliance. En l'absence de menace immédiate pour l'Occident, son utilité a été remise en question, rendant indispensable un renouvellement de ses missions. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur le sol américain redéfinissent profondément le rôle de l'OTAN sur la scène internationale. Ainsi, la « guerre contre le terrorisme » menée par l'administration du président américain Georges W. Bush marque l'entrée de l'OTAN dans une nouvelle ère. La stratégie défensive de l'Alliance est abandonnée au profit d'une politique préventive pour la préservation de la sécurité internationale et la restauration de la paix. Les interventions militaires se multiplient au Moyen-Orient, une partie du monde qui oscille entre guerres civiles et expansion d'un fondamentalisme religieux, les opérations sont longues, complexes et incertaines. Les premières difficultés pour s'adapter à ces nouvelles menaces sécuritaires rendent difficiles les interventions de l'Alliance.

L'AFGHANISTAN : 20 ans de guerre contre le terrorisme

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York marquent le début de la « guerre contre le terrorisme » menée par le président américain Georges W. Bush. Pour la première fois, au lendemain des attaques terroristes sur le sol américain, le Conseil de l'Atlantique Nord invoque l'article 5 du traité de Washington afin de témoigner de sa solidarité avec les États-Unis. L'article 5 du traité de Washington prévoit une protection mutuelle en cas d'attaque armée dirigée contre l'un de ses membres. Les États-Unis préparent déjà des opérations militaires en Afghanistan, ayant pour but de détruire le groupe terroriste d'Al-Qaïda. L'opération *Enduring Freedom* est lancée le 7 octobre 2001 menée par les États-Unis en Afghanistan. L'OTAN est principalement chargée d'assurer la

défense de l'espace aérien américain lors de l'Opération *Eagle Assist* mais aussi de rechercher les armes de destruction massive et neutraliser les groupes terroristes en Méditerranée orientale avec l'opération *Active Endeavour*.

Le régime des talibans tombe rapidement grâce à l'intervention militaire des forces américaines et de l'OTAN. Avec les accords de Bonn le 5 décembre 2001, un gouvernement transitoire est mis en place en Afghanistan pour régler l'avenir politique du pays. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), placée sous la direction de l'OTAN, est chargée d'assurer la sécurité à Kaboul et dans ses environs. Cette mission offre à l'Alliance l'occasion de prouver sa capacité à stabiliser la région conformément aux objectifs qui lui ont été assignés. En 2005, la reprise des hostilités complique le contrôle et la sécurisation de la région. La multiplication des attaques fait craindre à l'Alliance qu'il faut intervenir militairement. La guerre en Afghanistan s'éternise, entraînant avec elle beaucoup de violences, d'horreur et d'actes de barbarie. La montée en intensité des attaques, les prises d'otages et l'augmentation des pertes civiles et militaires réduisent le soutien de l'opinion publique occidentale, renforçant ainsi la position des talibans. La mort de Ben Laden le 2 mai 2011 au Pakistan, est alors l'occasion pour les Alliés de se retirer de la zone. Dès 2012, les troupes se sont retirées de l'Afghanistan de manière précipitée. L'Alliance n'abandonne pas pour autant purement et simplement l'Afghanistan puisque dans le cadre de la mission Resolute Support de 2015, l'OTAN conduit une mission de formation, de conseil et d'assistance pour le gouvernement afghan.

Le bilan de la guerre en Afghanistan reste mitigé, après 20 ans de guerre contre le terrorisme, la chute de Kaboul en août 2021 laissant la capitale afghane entre les mains des talibans constitue un échec amer pour l'OTAN¹. L'Afghanistan est de nouveau sous la loi des talibans.

¹ KEMPF, Olivier. « Les opérations militaires de l'OTAN : de l'aiguillon du changement à la fatigue expéditionnaire ». *Questions internationales* [en ligne], le 08 février 2024 [consulté le 26/09/2024]. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/magazine-questions-internationales-2022-1-page-54?lang=fr&ref=doi>.

L'IRAK : une campagne controversée par les membres de l'Alliance

La guerre en Irak met en lumière les difficultés pour l'Alliance atlantique à parvenir à un consensus concernant la politique de sécurité étrangère de l'organisation et la poursuite de la campagne antiterroriste. En 2003, les États-Unis sont convaincus de la participation de l'Irak dans des affaires terroristes et de la présence d'armes de destruction massive sur le sol irakien. Le 15 janvier 2003, les États-Unis sollicitent l'OTAN pour participer à la campagne contre l'Irak. Ils demandent une aide au réapprovisionnement des troupes américaines, à la défense de la Turquie en cas de frappes irakiennes et à la reconstruction du pays après la guerre.

Néanmoins, la position des États-Unis n'est pas soutenue par l'ensemble des membres de l'Alliance. Les désaccords portent sur trois points : la catégorisation de l'Irak comme prochaine étape de la lutte antiterroriste, la présence d'armes de destruction massive sur le sol irakien et l'aide à la Turquie². La France, l'Allemagne et la Belgique s'opposent fermement à toute intervention en Irak et rejettent l'argument de la poursuite de la lutte antiterroriste considérant que le régime baasiste de Saddam Hussein ne représente pas une menace imminente. Ces derniers craignaient aussi qu'une intervention précipitée, sans la confirmation du Conseil des Nations Unies quant à la présence d'armes de destruction massive en Irak, ne compromette toute possibilité de résolution pacifique de conflit.

La question de l'aide à la Turquie est révélatrice de la difficulté à trouver un consensus au sein de l'OTAN. La France, l'Allemagne et la Belgique refusent de fournir des équipements militaires et des avions radar AWACS à la Turquie en cas de représailles. Aucun accord n'est trouvé au sein du Conseil de l'Atlantique Nord. Le problème sera ainsi contourné en s'appuyant sur le Comité de planification de la défense, dont la France est absente, afin

² BENSACHEL, Nora. "SEPTEMBER 11 AND THE WAR ON TERRORISM : The Counterterror Coalitions: Cooperation with Europe, NATO, and the European Union". *RAND Corporation*, 2003. [Consulté le 29/09/2024]. Disponible sur : https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph_reports/2005/MR1746.pdf.

de persuader l'Allemagne et la Belgique d'accorder une aide à la Turquie. Ces divergences profondes entre les pays de l'Alliance vont paralyser l'intervention de l'OTAN dont la mission se limitera à déployer des avions de surveillance et des moyens de défense antimissiles sur le territoire turc. L'OTAN ne jouera donc aucun rôle dans l'opération Iraqi Freedom lancée par les États-Unis le 20 mars 2003. Une fois les opérations américaines terminées, l'OTAN va alors pouvoir intervenir dans la reconstruction et la stabilisation du pays. Entre 2004 et 2011, la mission OTAN de formation en Iraq (NTM-I) est mise en place pour former les forces de sécurité irakiennes. Néanmoins, la situation finira par se dégrader à la suite du Printemps arabe, qui entraîne une seconde guerre civile et favorise l'ascension de l'État islamique. Ainsi, depuis 2018, la mission OTAN en Iraq (NMI), mission non combattante, tente de renforcer les institutions du pays et ses forces armées, de combattre efficacement le terrorisme et de stabiliser le pays.

LA LYBIE : un rapide succès des opérations

Dans le contexte du Printemps arabe, la révolution libyenne débute en janvier 2011 par une série de soulèvements populaire contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi. Le 15 février 2011, des émeutes éclatent à l'est du pays dans la ville de Benghazi. Les manifestations sont réprimées violemment par le pouvoir politique en place. Le 17 mars 2011, la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies est adoptée, entraînant avec elle l'intervention de plusieurs pays pour protéger les populations civiles telle que l'opération Harmattan pour la France, l'opération *Ellamy* pour le Royaume-Uni et l'opération *Odyssey Dawn* pour les États-Unis. Pour des raisons diplomatiques avec la Ligue arabe, l'OTAN est d'abord chargée de détruire les équipements et infrastructures de l'armée de l'air libyenne, et de faire appliquer l'embargo sur les armes destinées à la Libye. L'OTAN prendra en charge l'ensemble des opérations à la fin du mois de mars 2011 dans le cadre de l'opération *Unified Protector*.

Parallèlement, la guerre en Afghanistan s'enlise. L'intervention militaire de l'OTAN en Libye ne cesse de raviver les craintes d'un conflit interminable et sans issue victorieuse.

Néanmoins, fort est de constater que les actions aériennes et maritimes de l'OTAN ont tenu leurs promesses. Les frappes aériennes des Alliés ont permis la délivrance des villes d'Ajdabiya et de Misrata. L'aviation légère de l'Armée de terre (ALAT) française a mené avec brio les missions qui lui ont été confiées. La stratégie maritime de l'Alliance atlantique doit être également saluée³ : l'embargo ciblant des navires transportant des armes illégales et des mercenaires, a permis une maîtrise efficiente des mers avec l'arrestation de 757 navires ; les moyens maritimes de l'OTAN ont contribué au sauvetage de plus de 600 migrants en détresse en mer ; et les frappes amphibies de l'Alliance ont contribué à la suppression des forces de Kadhafi. L'entrée dans Tripoli le 21 août et la mort de Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011, mettent fin aux angoisses de Bruxelles. Contrairement à l'Afghanistan, les opérations militaires en Libye ne dureront que quelques mois. Malgré les demandes du gouvernement transitoire au maintien de l'OTAN en terre libyenne afin de s'assurer de la stabilisation du pays, le vote de la fin des interventions par l'ONU oblige l'OTAN à se retirer. La Libye sera alors confrontée au triste sort qui l'attend, celui de l'instabilité politique et du retour à la guerre civile.

Conclusion

Le Moyen-Orient est donc un enjeu géostratégique important pour l'Alliance Atlantique. Cette dernière est très attentive à la situation dans cette région qui compromet la sécurité de ses membres et de ses partenaires. Bien que n'intervenant plus militairement, l'OTAN maintient de nombreux dialogues politiques avec son voisinage méridional, notamment avec l'Irak, le Koweït, l'Égypte ou encore la Jordanie. Lors du sommet de l'OTAN en 2024 à Washington, les Alliés ont réaffirmé leur volonté de renforcer les interactions et la coopération avec leurs partenaires au Moyen-Orient, notamment en nommant un représentant spécial pour le voisinage méridional, en ouvrant le premier bureau de liaison à Amman en Jordanie et en étendant le soutien apporté aux forces de sécurité

³ BROOKE A. SMITH-WINDSOR « La Stratégie maritime de l'OTAN et la crise en Libye vue de la Mer ». *Research Division, NATO Defense College*, mars 2013. [Consulté le 28/09/2024]. Disponible sur : <https://www.jstor.org/stable/resrep10457>.

iraquiennes ⁴ . Néanmoins, avec le désengagement progressif des États-Unis et l'aggravation du conflit israélo-palestinien, un regard particulier devra alors être porté sur l'avenir de la stratégie de l'OTAN au Moyen-Orient.



⁴ Déclaration du Sommet de Washington publiée par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN. *Élysée*. Le 10 juillet 2024. [Consulté le 08/10/2024]. Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/07/10/declaration-du-sommet-de-washington>.



publication@jeunes-ihedn.org